Deux-Grosnes : finances de la commune

Commune · Rhône (69) · 1 977 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Deux-Grosnes affichait un encours de dette de 2,3 M€, soit 1 159 € par habitant, une épargne brute égale à 12,2 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 8,1 ans.

Dette par habitant
1 159 €
2,3 M€ au total

Capacité de désendettement
8,1 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
12,2 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 031 € / hab.
2 M€ au total

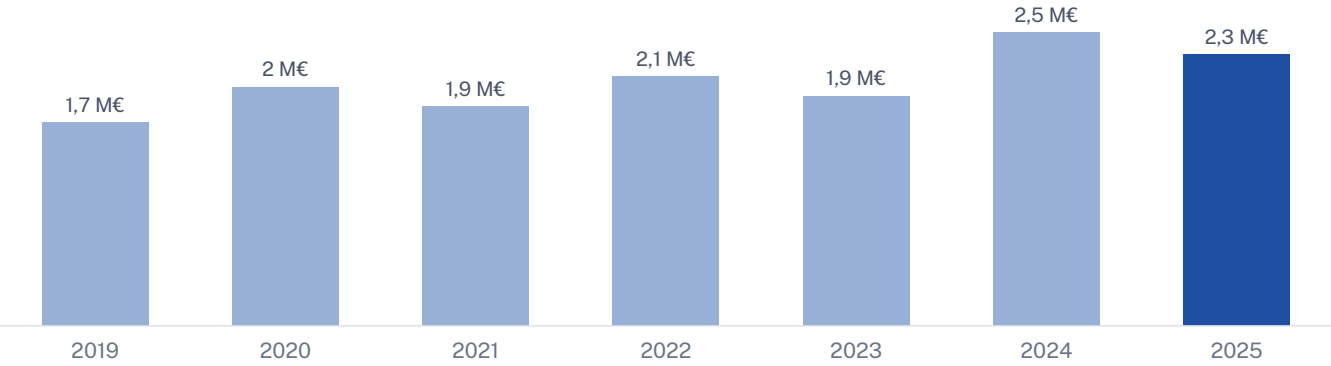
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 031 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	40,7 %	419 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	12,2 %	143 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 159 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	685 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	394 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2019

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 1,7 M€ en 2019 à 2,3 M€ en 2025 (+33,6 %). Valeur la plus haute : 2,5 M€ en 2024.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2019	1,7 M€	24,3 %	3,5 ans	816 k€
2020	2 M€	14,7 %	6,9 ans	1,1 M€
2021	1,9 M€	19,4 %	4,7 ans	462 k€
2022	2,1 M€	13,7 %	7,1 ans	1,1 M€
2023	1,9 M€	13 %	6,3 ans	919 k€
2024	2,5 M€	16,4 %	6,3 ans	2,3 M€
2025	2,3 M€	12,2 %	8,1 ans	1,4 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Deux-Grosnes	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 159 €	425 €	+173 %
Impôts locaux par habitant	394 €	427 €	−7,7 %
Frais de personnel par habitant	419 €	367 €	+14,1 %
Investissement par habitant	685 €	274 €	+149,9 %
Taux d'épargne brute	12,2 %	20,1 %	
Capacité de désendettement	8,1 ans	4,2 ans	

Jumelles : Réalville (82), Pédernec (22), Berné (56), Saint-Pardoux-Soutiers (79), Sault-lès-Rethel (08), Blaringhem (59), Assevent (59), Guiscard (60), Saint-Rambert-en-Bugey (01), Éclaron-Braucourt-Sainte-Livière (52). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 949	1 977	+1,4 %	+3,4 %
Dette par habitant	880 €	1 159 €	+31,7 %	−3 %
Impôts locaux par habitant	378 €	394 €	+4,5 %	+27,3 %
Frais de personnel par habitant	307 €	419 €	+36,4 %	+22,2 %
Taux d'épargne brute	24,3 %	12,2 %	−12,1 points	−1,8 point
Capacité de désendettement	3,5 ans	8,1 ans	+4,6 ans	−0,2 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		3 660 €		2 066 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Deux-Grosnes	Comparaison
Habitants (2023)	1 946	−0,6 % depuis 2012 (département : +8,6 %)
65 ans ou plus (2023)	21,3 %	département : 17,5 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	3,3 pour 100 habitants	département : 5,4
Salariés du secteur privé (2025)	314	−29,8 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	163	−10,4 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	92,6	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

760 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 740 emplois, soit 91 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	9,3 %	0,5 %	1,3 %	6,9 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	9,3 %	6,1 %	6,6 %	12,5 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	8,8 %	28,4 %	20,1 %	5 %
Professions intermédiaires	20,1 %	27,6 %	26,4 %	17,7 %
Employés	21,6 %	23 %	26,1 %	26,9 %
Ouvriers	30,9 %	14,3 %	19,5 %	31 %

Professions les plus exercées par les habitants : Rhône (69)

Profession	Habitants (environ)	Part
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	14 940	1,8 %
Secrétaires, employés de la bureautique	13 420	1,6 %
Ingénieurs et cadres d'études, de recherche et développement informatique et de production des données	12 430	1,5 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	11 790	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	11 240	1,3 %
Enseignants titulaires du primaire	11 230	1,3 %
Infirmiers en soins généraux salariés	11 140	1,3 %
Chefs de projet, responsables informatiques et du conseil informatique	10 850	1,3 %
Cadres commerciaux (hors banque et assurance)	10 310	1,2 %
Maîtrise et techniciens des autres services administratifs	10 150	1,2 %
Employés des autres services administratifs	9 940	1,2 %
Aides-soignants	9 570	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Rhône (69)) : 62 841 au moins, dont 47,7 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	2 370	28,1 %
Agents d'entretien de locaux	2 173	34,3 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	2 157	38,3 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 928	69,9 %
Serveurs de cafés restaurants	1 863	42,1 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	1 821	55,9 %

Métier	Projets	Difficiles
Employés de libre service	1 475	19,9 %
Aides-soignants	1 471	69,4 %
Assistants maternels, auxiliaires de puériculture, assistants familiaux et gardes à domicile	1 265	49,5 %
Infirmiers et sages-femmes	1 218	70,7 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Deux-Grosnes
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	673 k€ pour 10 projets
Par habitant	340 € (communes de même taille : 210 € ; département : 172 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	35,2 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Amelioration energetique du batiment de la poste et maison france services	139 850 €
2023	DSIL	Rénovation thermique et transformation de l'ancienne salle des fêtes en cantine scolaire (Commune déléguée d'Ouroux)	99 900 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.